

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :

(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat :

N° d'inscription :



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Né(e) le :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

1.1

ÉVALUATIONS COMMUNES

CLASSE : terminale

EC : ☐ EC1 ☐ EC2 ☒ EC3

VOIE : ☒ Générale ☐ Technologique ☐ Toutes voies (LV)

ENSEIGNEMENT : histoire-géographie

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 2 h

Niveaux visés (LV) : LVA LVB

CALCULATRICE AUTORISÉE : ☐ Oui ☒ Non

DICTIONNAIRE AUTORISÉ : ☐ Oui ☒ Non

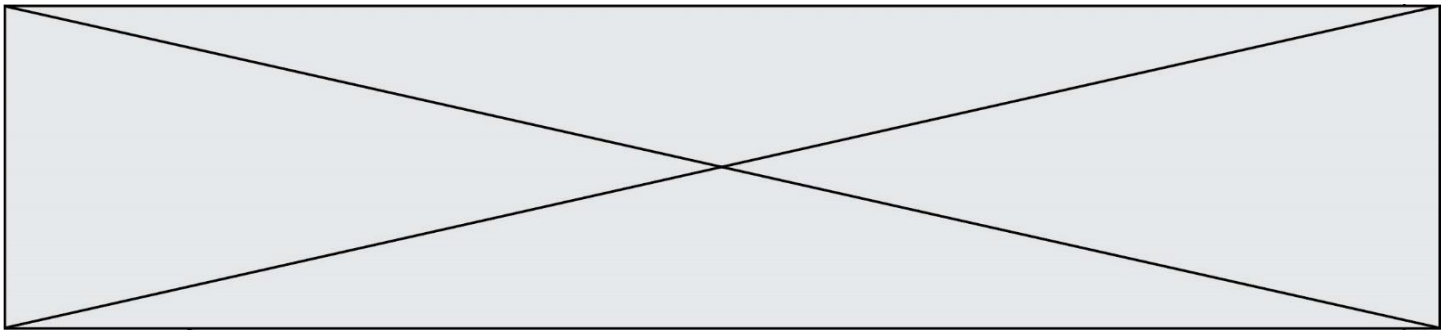
Les candidats doivent traiter les deux parties du sujet

☐ Ce sujet contient des parties à rendre par le candidat avec sa copie. De ce fait, il ne peut être dupliqué et doit être imprimé pour chaque candidat afin d'assurer ensuite sa bonne numérisation.

☐ Ce sujet intègre des éléments en couleur. S'il est choisi par l'équipe pédagogique, il est nécessaire que chaque élève dispose d'une impression en couleur.

☐ Ce sujet contient des pièces jointes de type audio ou vidéo qu'il faudra télécharger et jouer le jour de l'épreuve.

Nombre total de pages : 5



Première partie : question problématisée (10 points)

Comment expliquer l'inégale intégration des territoires à la mondialisation ?

Deuxième partie : analyse de documents (10 points)

En analysant les documents, vous montrerez que la vision de la construction européenne du général de Gaulle s'inscrit dans un projet d'indépendance et de restauration de la puissance de la France dans le monde.

L'analyse des documents constitue le cœur de votre travail et nécessite pour être menée la mobilisation de vos connaissances.

Document 1 : extrait de la conférence de presse du général de Gaulle, Président de la République, le 5 septembre 1960

Question :

Monsieur le Président, pourriez-vous nous éclairer sur les projets de coopération européenne que vous avez récemment exposés aux dirigeants allemands, néerlandais et italiens [...] ?

Réponse :

[...] Construire l'Europe, c'est-à-dire l'unir, c'est évidemment quelque chose d'essentiel. Il est banal de le dire, pourquoi faudrait-il que ce grand foyer de la civilisation, de la force, de la raison, de la prospérité, étouffe sous sa propre cendre ? Seulement, dans un pareil domaine, il faut procéder, non pas suivant des rêves, mais d'après des réalités. Or, quelles sont les réalités de l'Europe ? Quels sont les piliers sur lesquels on peut la bâtir ? En vérité, ce sont des États qui sont, certes, très différents les uns des autres, qui ont chacun son âme à soi, son Histoire à soi, sa langue à soi, ses malheurs, ses gloires, ses ambitions à soi, mais des États qui sont les seules entités qui aient le droit d'ordonner et l'autorité pour agir. Se figurer qu'on peut bâtir quelque chose qui soit efficace pour l'action et qui soit approuvé par les peuples en dehors et au-dessus des États, c'est une chimère. Assurément, en attendant qu'on ait pris corps à corps et dans son ensemble le problème de l'Europe, il est vrai qu'on a pu instituer certains organismes plus ou moins extranationaux. Ces organismes ont leur valeur technique, mais ils n'ont pas, ils ne peuvent pas avoir, d'autorité et, par conséquent, d'efficacité politique. Tant qu'il ne se passe rien de grave, ils fonctionnent sans beaucoup d'histoires, mais dès qu'il apparaît une

Modèle CCYC : ©DNE Nom de famille (naissance) : (Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)																					
Prénom(s) :																					
N° candidat :												N° d'inscription :									
		(Les numéros figurent sur la convocation.)																			
Né(e) le :				/				/													
		1..1																			

circonstance dramatique, un grand problème à résoudre, on s'aperçoit, à ce moment-là, que telle «Haute autorité» n'en a pas sur les diverses catégories nationales et que seuls les États en ont. C'est ce qu'on a vérifié il n'y a pas très longtemps à propos de la crise du charbon et c'est ce que l'on constate à propos du Marché commun quand se posent les problèmes des produits agricoles, des concours économiques à fournir aux États africains ou des rapports entre le Marché commun et la zone de libre-échange.

Encore une fois, il est tout naturel que les États de l'Europe aient à leur disposition des organismes spécialisés pour les problèmes qui leur sont communs, pour préparer et au besoin pour suivre leurs décisions, mais ces décisions leur appartiennent. Elles ne peuvent appartenir qu'à eux et ils ne peuvent les prendre que par coopération.

Source : Discours disponible en ligne sur le site du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe de l'Université du Luxembourg

Document 2 : caricature anglaise sur les conditions pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun



Traduction

1. La Grande-Bretagne annule les accords avec les États-Unis
2. S'assoit du côté du Vietcong contre L-B-J (président Johnson)
3. Abandonne le Commonwealth
4. Substitue le Franc à la Livre

Modèle CCYC : ©DNE

Nom de famille (naissance) :

(Suivi s'il y a lieu, du nom d'usage)

Prénom(s) :

N° candidat : N° d'inscription :

(Les numéros figurent sur la convocation.)

Né(e) le :

 Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1..1

5. Abolit l'anglais pour ne parler que le français
6. Conduit à droite
7. Érige 5 000 statues de De Gaulle
8. Démolit la colonne Nelson
9. Débaptise la gare de Waterloo en gare « Jeanne d'Arc »
10. Rend obligatoire la lecture des pensées de De Gaulle
11. Adopte le système téléphonique français
12. Paye des impôts au Trésor Public français
13. Arbore le drapeau tricolore à la place de l'Union Jack
14. Paye une compensation pour la bataille d'Azincourt

Source : Caricature de Cummings, dessinateur britannique

In MICHEL M-L (sous la direction de), 300 *caricatures de 50 dessinateurs/De Gaulle*, CERES, 1967, disponible sur le site Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe de l'Université du Luxembourg